

« C'est le Covid-19 qui tue l'économie, bien plus que les mesures de confinement »

TRIBUNE

L'universitaire Mathias Dewatripont montre comment le calcul économique peut optimiser la réponse sanitaire à la propagation de l'épidémie.

Le Monde, 13 novembre 2020

La situation sanitaire actuelle de beaucoup de pays européens est décevante. La « lassitude du confinement » a conduit les autorités à tarder à prendre des mesures drastiques pour casser la montée du virus. Une raison essentielle de ce retard est la crainte de paralyser l'activité économique.

Ceci est paradoxal, puisque c'est le virus qui tue l'économie (par la peur qui déprime la demande) bien plus que les mesures de confinement proprement dites. Une étude américaine montre ainsi que seuls les Etats américains qui n'ont rouvert leur économie qu'après une baisse suffisante de la circulation du virus ont réussi à la relancer durablement (« *How did covid-19 and stabilization policies affect spending and employment ?* », Raj Chetty et alii, *Working Paper* n°27431, National Bureau of Economic Research). Une analyse du Fonds monétaire international sur 128 pays abonde dans ce sens (« *COVID's Impact in Real Time: Finding Balance Amid the Crisis* », Francesco Grigoli et Damiano Sandri, *IMFBlog*, 8 octobre 2020).

Le confinement actuel est donc un investissement, pas uniquement un coût. Ce coût est cependant réel et doit être minimisé, de deux manières : en choisissant les manières les moins coûteuses de réduire les contacts interpersonnels rapprochés le temps nécessaire à une baisse suffisante de la circulation du virus ; en planifiant des règles crédibles de resserrement des mesures en cas de futurs rebonds de l'épidémie dans l'attente de la vaccination d'une proportion suffisante de la population, qui prendra du temps.

Une politique crédible peut se décliner en trois étapes. Premièrement, se fixer un objectif ambitieux de limitation de circulation du virus, pour donner aux autorités le temps de dompter ses futurs rebonds. Il serait naturel de choisir comme objectif une « incidence » (nombre de cas positifs sur les derniers 14 jours par 100.000 habitants) égale au maximum à 10, niveau atteint par beaucoup de pays en juin - il est aujourd'hui d'environ 900 en France et 1 100 en Belgique.

La deuxième étape est d'investir dans un système de tests massif et un traçage efficace. Soyons cependant réalistes, mais déterminés, par rapport aux réticences individuelles à « coopérer » : cela nécessite des mesures d'aide financière et d'accueil des personnes mises en quarantaine suffisamment généreuses, car la coercition a ses limites.

Pour un objectif et un système de tests donnés, les modèles épidémiologiques – imparfaits bien entendu mais très utiles – sont à même de définir un nombre moyen de contacts individuels permis pour ne pas trop dévier de cet objectif. Il revient alors aux autorités politiques, dans une troisième étape, d'« allouer » ce nombre moyen de contacts en fonction des priorités sociétales. Par exemple, permettre à l'économie de fonctionner le mieux possible et aux écoles de rester ouvertes nécessite d'être plus strict en matière de distanciation sociale, de télétravail, de port du masque et d'interactions permises dans la sphère privée.

Cette troisième étape doit se baser sur le « rapport coût-bénéfice » des différentes mesures, que savent calculer les économistes. Par exemple, The Economist a calculé que le port du masque « rapporte » en moyenne 56 dollars (47 €) à la richesse nationale par personne par jour porté pour un masque qui coûte environ 50 centimes. Il en va de même pour le calcul des effets de la limitation des interactions privées. Définir un nombre X de contacts permis sur une période de Y semaines, avec X et Y qui varient en fonction de la situation épidémique, est très simple. De telles variations sont moins coûteuses qu'une variation des règles d'ouverture/fermeture des écoles, des magasins ou des entreprises. Et cette mesure n'est pas plus compliquée qu'une politique de sécurité routière qui limite la vitesse permise selon le type de route, le volume du trafic ou la météo. Le fait que moins de 100 % de la population respectent la règle, ce qui est aussi le cas pour les limites de vitesse, ne la rend pas inopérante. Cela dit, leur respect par les citoyens et donc leur efficacité augmentent avec la qualité de la communication publique.

Une bonne communication rendra aussi plus facile une prise de décision appropriée en cas de début de rebond, surtout si elle est recommandée publiquement par un comité scientifique indépendant sur la base de mesures définies par avance en fonction de niveaux d'alerte sanitaire préétablis, ce qui réduira le nombre de refus d'observance que nous connaissons dans cette deuxième vague.

La situation actuelle est dangereuse, tant pour la santé de la population que pour l'éducation de la jeunesse et l'économie, et donc pour la capacité à financer les biens collectifs et la sécurité sociale. Bien entendu, certaines personnes souffrent des mesures restrictives, économiquement, socialement et/ou psychologiquement. Il est fondamental de leur offrir des aides ciblées, mais suffisantes pour garder l'adhésion de la population à l'effort commun, plutôt que de laisser la circulation du virus dérapier et devoir alterner entre reconfinements et déconfinements, une politique de « stop and go » dont les économistes ont également montré les effets particulièrement néfastes.

Mathias Dewatripont est professeur d'économie à l'Université libre de Bruxelles